

Démocratie

ENTRE DÉSIR ET DANGER. COMMENT LES FRANÇAIS JUGENT DÉSORMAIS LES PARTIS POLITIQUES

Lennie Stern

13/03/2026

Comment les Français perçoivent-ils aujourd’hui les partis politiques ? À partir des données de la dernière vague de l’Enquête électorale française menée par Ipsos pour *Le Monde*, le Cevipof et la Fondation, Lennie Stern, experte associée à la Fondation, montre que les citoyens évaluent désormais les formations politiques selon deux registres : l’attrait qu’elles suscitent – c’est-à-dire le projet de société qu’elles promettent – et le danger qu’elles peuvent représenter pour la démocratie. Cette dissociation éclaire les rapports entre désir politique, méfiance démocratique et positionnement des partis dans l’espace politique français.

[Les résultats complets](#)

Un parti politique donne-t-il envie ou fait-il peur ? Propose-t-il une société désirable ou crée-t-il des tensions jugées dangereuses pour la démocratie ? À mesure que les échéances électorales approchent, ces interrogations deviennent omniprésentes dans le débat public. Elles structurent les controverses médiatiques, nourrissent les stratégies partisanes et traversent les jugements ordinaires portés sur les formations politiques.

Une part de ces jugements relève évidemment du ressenti, d’images politiques construites au fil des controverses et des campagnes. Mais une autre part peut être objectivée. La dernière vague de l’[Enquête électorale française](#) conduite par Ipsos pour *Le Monde*, le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès offre justement cette possibilité.

Le dispositif d’enquête invite les répondants à situer les partis selon plusieurs dimensions. Les citoyens indiquent si une formation propose une société dans laquelle ils souhaitent vivre, si elle apparaît proche de leurs préoccupations, si elle constitue un danger pour la démocratie ou si elle

attise la violence politique. Les résultats font apparaître une dissociation dans la manière dont les partis sont jugés. La société qu'ils promettent et le rôle qu'ils sont supposés jouer dans la démocratie ne sont plus évalués selon les mêmes critères.

Depuis la séquence électorale de 2017 et la recomposition du paysage partisan qu'elle a ouverte, cette dissociation devient même plus radicale. Un parti peut ainsi susciter de l'adhésion tout en étant associé à une conflictualité politique élevée. L'attrait qu'il exerce et la manière dont il est perçu dans la vie démocratique cessent alors de se confondre.

Cette dissociation éclaire autrement la configuration actuelle de l'espace partisan français.

Quand le désir politique disparaît

37% : c'est aujourd'hui le niveau le plus élevé atteint par un parti lorsque les citoyens sont invités à dire s'ils souhaitent vivre dans la société qu'il propose. Ce score revient au Rassemblement national. Les Républicains atteignent 35%, les écologistes 34% et le Parti socialiste 33%. Aucun parti ne dépasse quatre électeurs sur dix. Dit autrement, aucun parti ne parvient aujourd'hui à convaincre une large part des Français que la société qu'il propose vaut vraiment la peine d'être habitée.

La dynamique va même dans le sens inverse. Pour les Écologistes, la proportion de répondants déclarant souhaiter vivre dans la société proposée par le parti atteignait 44% en 2020 ; elle n'est plus que de 34% aujourd'hui. Renaissance suit la même pente, passant de 30% à 26% sur la même période. La capacité des partis à entraîner l'adhésion autour d'un projet de société s'érode.

Pourtant, ces mêmes partis restent connectés aux préoccupations du pays. Lorsqu'on demande aux citoyens si les formations politiques sont proches de leurs préoccupations, les scores sont plus élevés : 41% pour le Rassemblement national, 38% pour les Écologistes, 34% pour le Parti socialiste et Les Républicains.

Le paradoxe tient dans cet écart. Les partis parlent encore des problèmes du pays. Mais ils convainquent beaucoup moins lorsqu'il s'agit de la société qu'ils prétendent construire. La politique reste donc capable d'identifier les inquiétudes du présent. Elle peine davantage à faire croire à l'avenir qu'elle propose.

Le danger comme principe de lecture

Si les électeurs savent moins facilement dire dans quelle société ils souhaitent vivre, ils identifient en revanche beaucoup plus clairement les partis qu'ils jugent dangereux pour la démocratie.

Les données de l'enquête le montrent sans ambiguïté. La France insoumise obtient des niveaux d'adhésion faibles : 18% des répondants déclarent souhaiter vivre dans la société qu'elle propose et 21% estiment qu'elle est proche de leurs préoccupations. Dans le même temps, 71% considèrent qu'elle constitue un danger pour la démocratie et 74% qu'elle attise la violence politique.

Le jugement porté sur le parti se structure donc moins autour de la société qu'il promet qu'autour du type de conflit qu'il introduit dans l'espace politique.

Le Rassemblement national occupe une position différente. Le parti obtient les niveaux de désir politique les plus élevés de l'enquête, avec 37% de répondants déclarant souhaiter vivre dans la société qu'il propose et 41% estimant qu'il est proche de leurs préoccupations. Pourtant, 51% considèrent qu'il constitue un danger pour la démocratie et 51% qu'il attise la violence politique.

La perception de dangerosité ne constitue donc plus nécessairement un frein à l'adhésion.

Les partis les moins associés à cette dangerosité présentent une configuration inverse. Les Républicains et le Parti socialiste sont beaucoup moins perçus comme dangereux pour la démocratie. Seuls 22% des répondants considèrent Les Républicains comme dangereux et 21% estiment qu'ils attisent la violence politique. Des niveaux comparables apparaissent pour le Parti socialiste. Mais cette faible conflictualité ne produit pas davantage d'adhésion. Les scores de désir politique de ces partis restent proches de ceux observés ailleurs dans le système partisan.

Le contraste est sans équivoque. Les partis les moins conflictuels ne sont pas ceux qui suscitent le plus d'adhésion. À l'inverse, les formations les plus associées à cette notion de dangerosité concentrent aussi une part importante de l'attention et du soutien électoral.

La dangerosité cesse ainsi d'être simplement un signal disqualifiant dans l'espace démocratique. Elle devient aussi l'un des repères à partir desquels les électeurs lisent et hiérarchisent l'offre politique. Et s'il manquait encore une preuve pour montrer que l'espace partisan français ne se réduit plus à l'opposition classique entre gauche et droite, les données de l'enquête en fournissent une particulièrement claire.

Les partis se répartissent désormais de manière tripartite selon la manière dont ils combinent

désir politique et dangerosité démocratique. D'un côté, des formations relativement peu associées à une menace pour la démocratie mais dont la capacité à susciter un véritable désir politique reste limitée. Les Républicains et le Parti socialiste occupent largement cet espace. À l'autre extrémité, des partis fortement associés au danger. La France insoumise s'inscrit clairement dans cette configuration. Le projet de société qu'elle propose suscite peu d'adhésion, mais la violence qu'elle incarne apparaît immédiatement lisible.

Entre les deux, une position plus instable où désir politique et dangerosité coexistent. Le Rassemblement national apparaît à la fois comme le parti suscitant le plus d'adhésion projective et comme l'un de ceux qui restent fortement associés à un danger pour la démocratie.

L'espace partisan se lit ainsi moins comme une ligne idéologique continue que comme une distribution entre différentes manières d'articuler désir politique et danger pour la démocratie. Autrement dit, que cela plaise ou non, c'est dans cette articulation, bien plus que dans l'opposition classique entre gauche et droite, que se joue désormais une part décisive de la compétition politique française.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Sortir de l'impasse : réarticuler désir politique et conflictualité démocratique

La France n'a rien d'une exception dans cette configuration. Dans une grande partie des démocraties occidentales, la difficulté à produire des horizons collectifs largement désirables coexiste avec une forte capacité des électeurs à identifier les partis qu'ils jugent dangereux pour la démocratie.

L'enseignement de l'étude est alors simple. Continuer à se battre sur le terrain de la dangerosité entretient surtout le blocage. L'enjeu consiste plutôt à déplacer le débat politique lui-même.

La campagne menée par Zohran Mamdani à New York en 2025 permet de comprendre ce que peut

produire un tel déplacement. Plutôt que de structurer la confrontation autour de la légitimité démocratique des acteurs ou du risque qu'ils représenteraient pour les institutions, la campagne a fait le choix d'un recentrage frontal sur les problèmes matériels du quotidien. Le débat politique s'est organisé autour de questions très concrètes : les loyers, le prix des transports, l'accès à une alimentation abordable. Ces sujets ont servi de point d'appui au conflit politique et rendu immédiatement lisibles les choix de société en discussion.

Cette stratégie ne constitue évidemment pas une recette universelle du succès électoral. Mais elle montre qu'en ancrant la confrontation dans des transformations concrètes des conditions de vie, le débat cesse de porter d'abord sur la dangerosité des acteurs. Il porte sur les décisions à prendre.

La question n'est alors plus de savoir qui représente un danger pour la démocratie. Elle devient celle de savoir quelles politiques organiser.

Dans un espace politique où la perception de danger est devenue un repère central du jugement électoral, la sortie du blocage passe souvent par là : moins d'étiquettes idéologiques, davantage d'idées concrètes et immédiatement actionnables. À défaut de grands horizons capables d'agréger largement, partir des problèmes vécus reste souvent le moyen le plus sûr de recréer du désir politique.